

Demande de soutien de la plateforme d'optimisation de la chaîne du froid, septembre 2016 (uniquement)

Ce formulaire a été préparé pour les pays faisant une demande de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF de Gavi (« la plateforme ») en septembre 2016.

Il est conseillé aux pays qui déposent une demande de consulter les documents et ressources ci-après :

	Les directives concernant les demandes de soutien au (RSS) sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.gavi.org/soutien/demandes/
---	--

Field Code Changed

	Les instructions concernant les demandes de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF sont disponibles à l'adresse suivante : www.gavi.org/support/apply
---	---

Field Code Changed

	Le guide technique concernant la sélection de l'équipement pour les demandes de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF est disponible à l'adresse suivante : http://www.gavi.org/support/hss/cold-chain-equipment-optimisation-platform/
---	--

Field Code Changed

	De nombreuses ressources techniques relatives à la gestion de l'équipement de la chaîne du froid des vaccins sont disponibles sur TechNet-21 : http://www.technet-21.org/en/resources/cold-chain-equipment-management
---	--

Field Code Changed

En outre :

	Indique des informations importantes fournies dans ce formulaire de demande
---	---

1. INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

Pays	TOGO	
Date	27 septembre 2016	
Nom de contact	Dr BOKO AmevegbéKodjo	
Adresse de courriel	Amevegbé12@yahoo.fr	
Téléphone	+(228) 90 30 08 06/22 21 41 94	
Financement total demandé à la plateforme d'optimisation de l'ECF (\$US)	<ul style="list-style-type: none"> Ce montant doit correspondre exactement au budget demandé dans le modèle intégré. 	
Votre pays dispose-t-il actuellement d'une subvention RSS de Gavi approuvée ?	Oui X <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
	Indiquez la dernière année anticipée de soutien RSS : 2014	
Date de début proposée pour l'allocation de la plateforme d'optimisation ECF :	1 ^{er} /03/2017	
Date de fin proposée pour l'allocation de la plateforme d'optimisation de l'ECF :	31/12/2021	
Signatures Comprendre la validation de la demande de plateforme d'optimisation de l'ECF signée (et officielle) par : a) Le ministre de la Santé et le ministre des Finances (ou représentants désignés) b) les membres du CCSS/CEI ou comité équivalent ainsi que le procès-verbal signé des réunions durant lesquelles la demande a été approuvée Dans le cas de demandes de soutien au RSS ou de plateforme d'optimisation de l'ECF, le procès-verbal doit montrer que ces deux sujets ont été abordés et approuvés.	Nous, soussignés, affirmons que les objectifs et les activités de la proposition à Gavi sont parfaitement alignés sur le plan stratégique national de santé (ou son équivalent) et que les fonds pour la mise en œuvre de toutes les activités, y compris les fonds nationaux et tout investissement conjoint requis, seront inclus dans le budget annuel du ministère de la Santé : Le ministre de la Santé Le Ministre des Finances (ou son représentant autorisé)(ou son représentant autorisé) Nom :Nom : Signature :Signature : Date :Date :	

2. STRATÉGIES ET PLANS NATIONAUX PERTINENTS POUR LE SOUTIEN DEMANDÉ ET POUR LA CHAÎNE

Comment les stratégies nationales, plans et documents nationaux étayent-ils les programmes de renforcement de la chaîne d'approvisionnement du pays, et quels éléments probants apporteront-ils à la demande de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF. Ces documents **doivent être joints** à votre demande ; ils doivent être **datés** et leur texte **définitif**.

N°	Stratégie/Plan/Document <i>*Tous les documents sont obligatoires. Seules les demandes complètes seront étudiées.</i>	Joint Oui/Non	Version définitive (datée)	Durée	Commentaires
1	Feuille de signature pour le ministre de la Santé et le ministre des Finances, ou leurs représentants autorisés	Oui			
2	Feuille de signature pour l'approbation du CCSS/CEI ou comité équivalent et le procès-verbal des réunions	Oui			
3	Plan national de développement du secteur de la santé	Oui	Date ?	2017-2021	
4	PPAC	OUI	Date ?	2016-2020	
5	Évaluation GEV	OUI	Juillet 2015	2015-2018	
6	Plan d'amélioration GEV	OUI	Date ?		
7	Plan de travail annuel GEV ET rapport intermédiaire sur le Plan d'amélioration GEV¹	Oui	Juillet 2015	2015-2018	
8	Rapport sur l'inventaire ECF² ET Plan de segmentation des sites	OUI	Octobre 2016		
9	Plan de remise en état et d'expansion de la chaîne du froid ET plan de sélection et de déploiement stratégique de l'équipement	Oui	Octobre 2016	2017-2021	
10	Plan d'entretien avec financement	OUI	Octobre 2016	2017-2021	
11	Preuve du statut concernant l'exemption des droits de douane pour les ECF	Oui		UNICEF	
12	AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS				

13. Comment les plans, stratégies et documents susmentionnés étayent-ils la demande de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF (« soutien initial » et « soutien progressif ») ? Il est recommandé aux pays de consulter les sections pertinentes des documents susmentionnés dans la mesure du possible.

La demande de soutien à la plateforme a été élaborée en se basant sur le rapport de l'évaluation de la gestion efficace des vaccins (GEV), l'inventaire des équipements de la chaîne du froid, le plan de réhabilitation, le plan de maintenance, le plan pluri-annuel complet (PPAc) et le document de soumission RSS.

Suite à l'adhésion du Togo au partenariat international pour la santé et l'Initiative apparentée en Mai 2010, le Gouvernement a

¹Le rapport intermédiaire sur le plan de travail annuel et le plan de mise en œuvre GEV doivent être mis à jour au plus tard dans les trois (3) mois après la demande de soutien de la plateforme.

²L'inventaire de l'ECF doit avoir été mis à jour au plus tard un (1) an après la demande de soutien de la plateforme.

initié une réforme du cadre politique et stratégique du secteur de la santé. Cette réforme a abouti à l'élaboration d'une nouvelle politique nationale de la santé (PNS, horizon 2022) et un Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) couvrant la période 2012-2015. Ce plan était arrimé à la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017 et visait essentiellement à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement. Au terme de la mise en œuvre du PNDS 2012-2015, l'on note une régression de la mortalité infantile et néonatale et des maladies transmissibles.

Après les 4 années de mise en œuvre, le Gouvernement s'est engagé dans l'élaboration d'un nouveau Plan National de développement Sanitaire pour la période 2016-2022 qui prendra en compte les nouveaux enjeux nationaux et internationaux notamment la réalisation des objectifs du Développement Durables relatifs à la santé et la prise en compte des conventions et déclarations internationales auxquelles le pays a souscrit.

Le nouveau PPAC qui couvre la période 2016-2020 a également pris en compte les orientations du GVAP 2011-2020 et du Plan stratégique régional pour la vaccination (PRSV) 2014-2020. Il tient également en compte l'introduction des nouveaux vaccins tels que les vaccins polio injectable (VPI), l'hépatite B a la naissance (HepB), le Men A et le HPV et le remplacement du VAR par le RR dans les 5 prochaines années.

A cet effet, une évaluation de la gestion efficace des vaccins (GEV) a été réalisée en 2015 et l'inventaire réalisé en 2013 a été mis à jour en 2016. Le score global obtenu par la GEV est de 62% contre un score minimal de 80% recommandé par l'OMS. Les rapports de ces évaluations ont montré des insuffisances de capacités de stockage dans les 5 régions et 19 des 40 dépôts de district sanitaires. Une étude sur l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé au Togo a été réalisée en 2016 et le rapport en cours d'élaboration. Les conclusions de cette étude permettront au pays d'optimiser son système d'approvisionnement. Les résultats de la mise à jour de l'inventaire ont également montré que sur 744 équipements recensés, 12% fonctionnent encore au kérosène et 12% au gaz, 16% sont en arrêt pour panne et 19% marchent avec nécessité de réparation. Selon la répartition par âge, et 45% ont plus de 10ans, 29% ont un âge compris entre 5 et 10 ans et 26% ont moins de 5 ans. En ce qui concerne la répartition selon les normes, 68% des équipements répondent aux normes PIS, 26% sont domestiques et seulement 5% répondent aux normes PQS. Un plan de réhabilitation a été élaboré et a prévu le remplacement de tous ces équipements par des réfrigérateurs SDD pour les 5 régions septentrionales, les 34 districts situés hors de Lomé et les formations sanitaires, électriques pour les districts urbains et les formations situés dans la capitale Lomé.

Le pays compte 683 formations sanitaires qui offrent les services de vaccination. Pour atteindre l'objectif d'introduction de nouveaux vaccins, le pays compte doter 131 formations sanitaires y compris les structures privées et confessionnelles d'équipements chaîne du froid afin d'améliorer la couverture vaccinale en plus du remplacement des réfrigérateurs conformes aux normes, en panne, ou obsolètes.

Résumé

La demande des propositions s'aligne avec les documents du plan national de développement sanitaire plan pluriannuel complet (PNDS 2016-2022, PPAC 2016-2020). Elle prend également en compte les actions planifiées dans le cadre du Renforcement du système de santé (RSS 2017- 2021). Les points forts et les points faibles ont été améliorés de la revue du PEV en 2012 et GEV de 2015, et les conclusions de l'évaluation conjointe Gavi-pays ont été prises en compte en juillet 2016. Ces documents ont permis d'identifier des goulots d'étranglement, l'analyse causale a permis de définir la définition des objectifs de la proposition.

Le PPAC 2016-2020 élaboré en 2015 a intégré les activités proposées dans la plateforme. L'évaluation GEV de 2015 a montré des faiblesses de la chaîne d'approvisionnement. Pour combler ces faiblesses, un plan d'amélioration GEV a été élaboré et sa mise en œuvre est en cours.

En Août 2016 une mise à jour de l'inventaire des équipements de la chaîne du froid a été faite. L'analyse de cet inventaire a montré des écarts dont certains seront comblés dans le cadre de cette plateforme. Pour combler ces écarts un plan de réhabilitation et d'expansion a été établi pour la période 2017-2021. Pour assurer un bon fonctionnement de ces équipements, le pays a élaboré un plan de maintenance préventive et curative assorti d'un budget. Un plan de déploiement a aussi été élaboré pour suivre la mise en œuvre et le suivi l'acquisition des équipements de la chaîne du froid au Togo

Commented [kones1]: L'inventaire repertorie 625 points de prestation de service. Par ailleurs le DVDMT et le Switch indiquaient respectivement 723 et 712 USP.

Réponse :

La mise à jour l'inventaire a concerné 625 formations sanitaires qui disposent des équipements de chaîne de froid.

683 sont des formations sanitaires qui produisent des rapports de vaccination aux districts (compilation des données de petites structures sanitaires qui n'ont de population de responsabilité). Le DVD MT et le Switch ont pris en considération tous les formations qui vaccinent même s'ils ne produisent pas directement de rapports aux districts. Nous allons revoir ce chiffre dans le DVD MT. Il faut noter qu'il existe des formations sanitaires privées qui ne sont pas stables pour activités de vaccination

3. INFORMATIONS CONCERNANT LA DEMANDE

i Veuillez lire la *Section 6* relative aux *Instructions de demande* de soutien de la plateforme pour des informations complètes sur le soutien progressif et les conditions de demande.

3.1 Résumé des conditions de demande

Pour s'aligner sur le soutien au RSS de Gavi, la plateforme d'optimisation de l'ECF fournira un soutien progressif (pendant une durée maximale de 5 ans) comme suit : un « Soutien initial » (environ la 1^{ère} et la 2^e années) pour répondre aux besoins en ECF les plus urgents du pays et un « Soutien accru » (environ 3^e-5^e années) pour répondre aux besoins supplémentaires en ECF pour la transformation de la chaîne d'approvisionnement en vue de soutenir la concrétisation durable des objectifs de couverture et d'équité.

- **Les pays doivent soumettre une seule demande à la plateforme d'optimisation de l'ECF pour les deux phases « initiale » et « accrue ».**
- Il est fondamental de disposer d'un équipement de chaîne du froid adéquat en état de marche pour assurer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement en vaccins ; celui-ci vient s'ajouter aux autres « fondamentaux », à savoir les gestionnaires de la chaîne d'approvisionnement, les données nécessaires à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la conception efficace et optimisée du système d'approvisionnement et un processus d'amélioration continue. **Il convient de démontrer que le soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF complétera les investissements d'autres sources dans ces fondamentaux**
- **Les pays doivent également démontrer, dans leur demande, que le soutien de la plateforme contribuera à l'amélioration durable de la couverture et de l'équité de l'immunisation, conformément aux cibles nationales.**

4. DEMANDE

Cette section donne un aperçu des types d'informations que le CEI s'attendra à recevoir des pays dans leur demande de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF.

4.1. Analyse de la situation et soutien demandé

Cette section doit être remplie avec les références appropriées aux documents du pays énumérés à la section 2. Les pays doivent fournir des informations descriptives pour répondre aux questions suivantes.

Section	Informations requises
Analyse de la situation de la chaîne d'approvisionnement du pays et de l'ECF (chiffre, distribution, fonctionnalités, etc.) <u>3 pages</u>	1. Comment est administrée la chaîne d'approvisionnement des vaccins du pays ? La Division de l'immunisation est composée de deux unités à savoir l'Unité de suivi évaluation et l'Unité Logistique-Communication-Monitorage. L'Unité logistique assure l'administration de la chaîne d'approvisionnement et a pour responsable le Logisticien Nationale PEV sous coordination du Chef de division qui est le coordinateur ou directeur PEV Au Togo il existe quatre niveaux dans la chaîne d'approvisionnement : le niveau central, le niveau régional, le niveau district et le niveau formation sanitaire qui correspond au dernier kilomètre de notre chaîne d'approvisionnement. Aux niveaux des régions et districts, les chargés ou Points Focaux PEV assurent la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Au début de l'année les estimations des vaccins sont faites dans l'outil Forecast et les commandes sont faites à travers l'achat assistance de l'Unicef. Les vaccins commandés par le biais de l'Unicef sont réceptionnés à l'aéroport de Lomé et stockés au niveau du dépôt central

du PEV. Celui-ci organise des convois trimestriels des vaccins vers cinq (5) des six (6) dépôts régionaux par un véhicule propre à la division. En raison de la proximité du dépôt central et de réduction des redondances, il n'existe pas de dépôt régional à Lomé commune. Les districts de la région Lomé commune s'approvisionnent directement au niveau central. Ailleurs, les districts vont s'approvisionner dans les dépôts régionaux et les formations sanitaires s'approvisionnent dans les districts. Lors des campagnes, le convoi se fait directement dans les districts avec location des véhicules des sociétés privées grâce au financement de l'Unicef.

L'estimation des besoins en vaccins se fait par l'une ou combinaison des trois méthodes basées sur :

- La population cible
- La consommation antérieure
- La taille des sessions de vaccination.

L'estimation des besoins en matériels d'injection et de sécurité respecte le principe du «bundling».

Selon les résultats de la mise à jour de l'inventaire, le dépôt central dispose de 10 chambres froides dont 2 chambres froides positives de 15m³, 2 de 25m³, 2 de 10m³, 1 de 40m³, 1 chambre froide positive de 20m³ et 2 chambres froides négatives de 15 m³. Une des chambres froides de 15m³ est actuellement en panne. Trois (03) congélateurs FW 300 de capacité nette de 264 litres chacun sont également disponibles pour le recyclage des accumulateurs. Un groupe électrogène de 44 KVA permet d'assurer le relais en cas de rupture d'électricité.

Au niveau régional, un total de 41 équipements tout type confondu a été recensé au niveau des dépôts régionaux. Parmi ces équipements, 10 ont moins de 5 ans et marchent bien, 20 ont un âge compris entre 5 et 10 ans dont 18 marchent bien et 2 marchent avec nécessité de réparations, 11 ont un âge supérieur à 10 ans dont 7 marchent bien et 4 fonctionnent avec nécessité de réparations

Au niveau district, 110 équipements tout type confondu a été recensé dans les dépôts de district. Parmi ces équipements, 24 ont moins de 5 ans dont 23 marchent bien et 1 en arrêt pour panne, 24 ont un âge compris entre 5 et 10 ans dont 19 marchent bien et 5 marchent avec nécessité de réparation, 60 ont un âge supérieur à 10 ans dont 34 marchent bien, 12 avec nécessité de réparations et 14 en arrêt pour panne

Au niveau formation sanitaire, l'inventaire a révélé un total de 580 équipements au niveau des dépôts des formations sanitaires. La répartition de ces équipements donne la situation suivante :

- 155 équipements ont moins de 5 ans dont 115 marchent bien, 23 avec nécessité de réparations et 17 en arrêt pour panne ;
- 166 équipements ont un âge compris entre 5 et 10 ans dont 109 marchent bien, 32 marchent avec nécessité de réparation et 25 en arrêt pour panne ;
- 259 ont un âge supérieur à 10 ans dont 137 marchent bien, 65 avec nécessité de réparations et 57 en arrêt pour panne.

Le programme élargi de vaccination dispose d'un (01) camion de 15 tonnes avec carrosserie de 47 m³ nette pour le transport et la distribution des vaccins et consommables. La Division de l'immunisation dispose également de 1 véhicule 4x4 pour les activités de coordination du PEV y compris les activités de supervision formatives dans les régions et districts.

2. Quels points faibles ont été identifiés dans la chaîne d'approvisionnement du pays ?

Les faiblesses constatées dans la chaîne d'approvisionnement sont principalement :

- Les faibles scores enregistrés lors de l'évaluation de la gestion efficace des vaccins. En effet, sur les 9 critères évalués, un seul a atteint un score global de 85%. Le score des autres critères varient entre 41% E1 relatif aux "Procédures d'arrivage des vaccins" et 72% pour E2 relatif au " Monitoring de la température et E4 relatif aux "Bâtiments, équipements et transport". Le critère E3 relatif à la "capacité de stockage

enregistre également un score non satisfaisant de 67%.

- La plupart des équipements de la chaîne du froid ne répondent pas aux normes PQS : en effet, selon les résultats de l'inventaire, 68% des équipements sont PIS et 26% domestiques, ce qui ne garantit pas la qualité des vaccins. 16% des équipements sont également en arrêt pour panne et 19% marchent avec nécessité de réparation.
- L'absence d'un plan de maintenance : ce plan vient d'être élaboré et sa mise en œuvre permettra d'améliorer le fonctionnement des équipements et par conséquent la qualité des vaccins ;
- L'absence d'un plan de réhabilitation : il vient également d'être élaboré et sa mise en œuvre permettra d'améliorer la couverture sanitaire en équipements de la chaîne du froid et par conséquent la couverture vaccinale et l'équité ;
- Les ruptures récurrentes en vaccins due essentiellement à la faible capacité de stockage des dépôts régionaux et districts ;
- L'existence de 131 formations sanitaires ne disposant pas d'équipements de chaîne du froid ;
- Absence de budget pour les approvisionnements du niveau central vers les régions.

3. Quelles interventions permettent de résoudre actuellement ces points faibles ?

- Renforcement des capacités de stockage au niveau régional et district ;
- Dotation des 131 formations sanitaires ne disposant de chaîne du froid en équipements ;
- Remplacement des équipements obsolètes et ne répondant aux normes dans les 5 prochaines années ;
- Acquisition et installation des enregistreurs continus de température à tous les niveaux ;
- Formation des gestionnaires à la gestion efficace des vaccins ;
- Mise en œuvre du plan de maintenance
- Mise en œuvre du plan de réhabilitation des équipements de la chaîne du froid
- Mise en œuvre du plan d'amélioration de la GEV
- Financement

Concernant le renforcement des capacités du personnel, un programme de formation est mis en œuvre. Dans ce cadre, 2 cadres du niveau central et 1 régional ont déjà bénéficié d'une formation LogiVac en 2014 et 2015.

4. Décrire les obstacles empêchant l'exécution de ces interventions.

- L'insuffisance en quantité et en qualité du personnel, en particulier dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement et logistique,
- la contribution financière de l'Etat aux opérations de vaccination reste insuffisante (11%)
- L'Etat a toujours honoré ses engagements pour l'achat des vaccins, cependant des retards dans la mise à disposition des contributions financières persistent.
- Insuffisance de formation des utilisateurs et des responsables chargés de la logistique PEV
- Non implication des fabricants dans le processus d'installation des réfrigérateurs solaires
- Insuffisance de financement pour l'achat et la maintenance des équipements
- Insuffisance dans le suivi et évaluation ;

5. Décrire les enseignements tirés du soutien récent lié à la chaîne

d'approvisionnement qui contribuent à la demande actuelle de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF.

La réallocation des fonds RSS a permis d'acquérir 30 réfrigérateurs solaires. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités supplémentaires de vaccination, le PEV a bénéficié d'une dotation en matériel d'intervention pour la maintenance.

6. Quel pourcentage des installations a un accès fiable à l'électricité du réseau pendant une durée allant jusqu'à 8 heures ou plus par jour ?

Sur un total de 744 équipements répertoriés, 69% fonctionnent à l'électricité, 12% au kérosène, 12% au gaz et 7% au solaire (avec et sans batterie).

La figure ci-dessous montre que 66% des centres ont accès à l'électricité

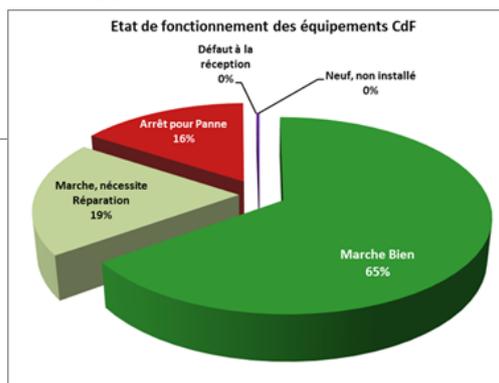
Graphique 3 :Répartition des centres de santé selon la source d'énergie

7. Veuillez indiquer la quantité et le pourcentage d'ECF actuel qui : a) fonctionne ; b) est agréé PQS (performance, qualité, sécurité) ; b) n'est pas agréé PQS ; et/ou d) est obsolète ?

Selon la dernière mise à jour de l'inventaire, sur les 744 équipements inventoriés, les proportions et les quantités sont les suivantes :

- a) Etat de fonctionnement : 484 soit 65% marchent bien, 143 soit 19% marchent avec nécessité de réparation, 115 soit 16 % sont en arrêt pour panne. Deux des équipements ne sont pas encore installés.

Graphique 4 :Répartition des équipements selon l'Etat de fonctionnement

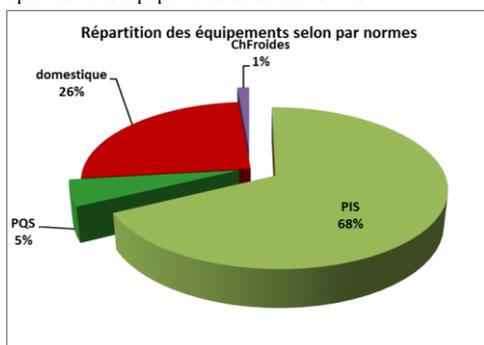


b) agréé PQS (performance, qualité, sécurité) : 40 des équipements inventoriés, soit 5% répondent aux normes PQS

c) n'est pas agréé PQS : un total de 694 soit 93% (504 non PIS et 190 domestiques)

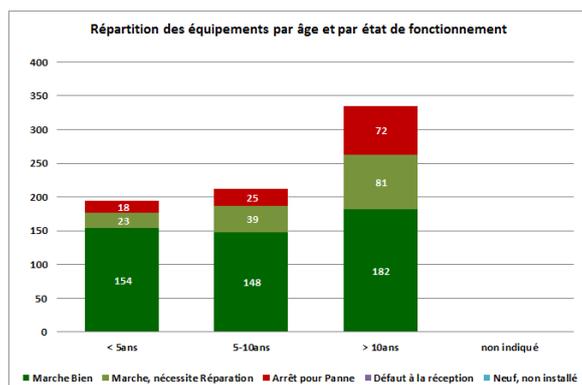
Le graphique ci-après montre la répartition des équipements selon les normes

Graphique 5 : Répartition des équipements selon les normes



d) obsolète : 335 des équipements, soit 45% sont obsolètes

Le graphique ci-après présente la répartition des équipements selon l'âge et l'état de fonctionnement



8. Quel pourcentage de la cohorte de naissance reçoit des prestations à base d'ECF en état de fonctionnement et listées PQS actuellement ?

- ✓ Population totale servie avec équipement PQS = 797,260
- ✓ Cohorte servie avec équipement PQS = 33,086
- ✓ Cohorte de naissance du pays = 292,554
- ✓ % Cohorte servie avec équipement PQS en 2016 = 11%

9. Quels goulots d'étranglement l'ECF peut-il résoudre dans l'organisation de la chaîne d'approvisionnement actuelle (par exemple, contraintes en termes de capacité ou de technologie) ?

D'ici 2021, l'installation des nouveaux équipements acquis grâce à la plateforme d'optimisation de la chaîne du froid permettra de répondre aux besoins en capacité de stockage de 100% des dépôts de régions, de districts et des formations sanitaires. Tous les réfrigérateurs en panne, vétustes et ne répondant pas aux normes PQS, identifiés pendant l'inventaire seront remplacés par des réfrigérateurs solaires à commande directe dans les formations sanitaires situés hors de la commune de Lomé. Les formations sanitaires et structures privées ne disposant pas de réfrigérateurs seront équipés afin d'augmenter la couverture du pays en structures sanitaires et contribuer ainsi à l'atteinte des objectifs de couverture vaccinale et d'équité.

10. Décrire les autres problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement que le soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF permettra d'atténuer ?

Avec l'acquisition de ces nouveaux équipements, le risque d'exposition au gel des vaccins sensibles sera éliminé, grâce notamment à l'utilisation de réfrigérateurs grade A. De même, l'utilisation systématique de dispositifs de contrôle de la température, l'exposition des vaccins à la chaleur (PCV virée) sera considérablement réduite. De même les ruptures de stocks de vaccins seront minimisées. La performance des couvertures vaccinales sera améliorée grâce à l'expansion de la couverture sanitaire, la vaccination et le rattrapage des enfants dans les structures privées et confessionnelles.

11. Quels sont les besoins généraux en ECF ?

Le choix des réfrigérateurs solaires direct drive (SDD) et électrique a été guidé par les besoins programmatiques, les expériences antérieures, l'harmonisation du parc des équipements, la maintenance et le coût total de possession.

En se référant au plan de réhabilitation, les besoins en réfrigérateurs au niveau régional, district et des formations sanitaires prennent en compte les équipements à remplacer, ceux servant au renforcement des capacités de stockage au niveau régional et district et les formations sanitaires à pourvoir. Ils sont résumés dans le tableau suivant :

Priorités	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Priorité 1	674					674
Priorité 2		87				87
Total	674	87				761

- **Priorité 1 : Formations sanitaires sans réfrigérateurs, ceux en panne et ne répondant pas aux normes PQS (PIS et modèles Domestiques);**
- **Priorité 2 : Renforcement des capacités de stockage au niveau régional et district et remplacement des réfrigérateurs ayant plus de 10 ans d'âge**

Afin d'optimiser la disponibilité des équipements dans les formations sanitaires, le Togo a opté pour acquérir la majorité des équipements de la soumission la première année (en 2017). Ceci contribuera à améliorer la couverture vaccinale et à résoudre le problème d'équité vaccinale.

En plus des réfrigérateurs, les enregistreurs continus de température, les pièces de rechange et les régulateurs de tension sont pris en charge par le CCE OP. Les autres équipements tels que les chambres froides, les portes-vaccins et les glacières pour le

	<p>transport des vaccins seront acquis sur les fonds RSS.</p> <p>Ces acquisitions ne tiennent pas compte des 30 réfrigérateurs solaires (Dulas VC150 SDD) réceptionnés dans le pays en octobre 2016 et qui ne sont pas encore installés. Ceux-ci seront déduits du nombre total d'équipement à acquérir en 2017. Le nouveau besoin dans les formations sanitaires devient 644 réfrigérateurs de type VLS 054 Greenline SDD.</p>
<p>Besoins en ECF urgents et accrus du pays (chiffre, distribution, fonctionnalités, etc.) <u>1 page</u></p>	<p><i>12. Lesquels des besoins en ECF identifiés pendant l'analyse de la situation s'avèrent urgents, et pourquoi, et doivent donc être résolus pendant la phase accrue urgente ? (par ex. le type d'équipement, le modèle, la capacité, le nombre, etc.) ?</i></p> <p>La dotation des 131 formations sanitaires et le remplacement des équipements ne répondant pas aux normes PQS (PIS et modèles Domestiques) s'avèrent urgent pour améliorer la couverture sanitaire et par conséquent les couvertures vaccinales. Les besoins sont repartis en deux (02) priorités:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Priorité 1 : Formations sanitaires sans réfrigérateurs, ceux en panne et ne répondant pas aux normes PQS (PIS et modèles Domestiques); - Priorité 2 : Renforcement des capacités de stockage au niveau régional et district et remplacement des réfrigérateurs ayant plus de 10 ans d'âge <p><i>13. Quel pourcentage de la cohorte de naissance recevra des prestations avec des ECF en état de fonctionnement lors du déploiement de l'équipement de la plateforme ?</i></p> <p>Avec la mise en œuvre de la Plateforme 100% des enfants de la cohorte de naissance recevront les prestations dans tous les districts sanitaires du pays de façon équitable.</p> <p><i>14. Expliquer le lien entre ces besoins urgents et les goulots d'étranglement actuels (comme indiqué dans la section précédente) ?</i></p> <p>Avec l'achat des équipements pré qualifiés qui seront livrés avec les enregistreurs continus de température, le monitoring de la température, la couverture et l'équité de la vaccination seront améliorés. Les ruptures ainsi que les risques de perte en vaccins seront minimisés. La qualité du vaccin et des prestations sera améliorée. La mise en place des nouveaux équipements aux coûts récurrents réduits, permettront d'alléger les charges de fonctionnement et de maintenance des structures sanitaires.</p>
<p>Couverture de vaccination prévue, équité et durabilité <u>2 pages</u></p>	<p><i>15. Comment le soutien demandé de la plateforme contribuera-t-il réellement à l'éradication des inégalités socio-économiques et géographiques et des obstacles à la parité identifiés dans la couverture et l'équité de l'immunisation ? Les exemples peuvent comprendre (liste non exhaustive) :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a. <i>Districts isolés ou ayant une faible couverture</i> b. <i>Collectivités plus pauvres (par ex. appartenant aux 10% les plus pauvres de la population)</i> c. <i>Collectivités où les obstacles à la parité sont prononcés et/ou peu de femmes reçoivent une éducation (souvent associé à une couverture moins importante)</i> <p>La dotation des 131 formations sanitaires en équipements chaîne du froid, le renforcement des capacités de stockage et le remplacement des équipements au niveau régional, district et formation sanitaire contribuera à atteindre les populations vulnérables et celles dans les zones les plus reculées, réduire les ruptures de stocks de vaccins et les occasions manquées, la vaccination au quotidien et contribuera à relever la couverture vaccinale du pays.</p> <p>Selon l'EDST III réalisée en 2013, 61,4% ont été complètement vaccinés avant l'âge d'un an. Cette faible couverture pourrait être due à un faible taux de couverture sanitaire en équipements de la chaîne du froid, à une insuffisance de capacité de</p>

	<p>stockage dans les dépôts de région et de district, aux pannes récurrentes et à la vétusté des équipements</p> <p>.</p> <p><i>16. Quelles analyses³ ont été effectuées, ou quels plans sont en cours, pour optimiser la conception du système de distribution de la chaîne d'approvisionnement⁴ afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et de contribuer aux objectifs en matière de couverture et d'équité ?</i></p> <p>Une étude sur l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé a été conduite au Togo en Mai 2016. Les résultats de cette étude ne sont pas encore disponibles. Cependant, la mise en œuvre des recommandations de cette étude et de la plateforme d'optimisation des équipements de la chaîne du froid permettront certainement de faire face aux défis liés à l'insuffisance de capacité de stockage et d'approvisionnement au niveau intermédiaire et périphérique.</p> <p>La projection des populations des formations sanitaires dans les cinq prochaines années entrainera à l'extension des services de vaccination et nécessitera des équipements en conséquent. Aucun résultat de la carte sanitaire n'est disponible pour le moment pour apprécier cette extension.</p> <p><i>17. Quel impact ces considérations en matière de concept du système a-t-il sur le choix d'ECF que la plateforme soutiendra ?</i></p> <p>L'étude réalisée au mois de mai sur l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé n'aura aucun impact sur le choix des équipements soumis à la plateforme.</p> <p><i>18. Concrètement, comment le soutien de la plateforme permettra-t-il d'améliorer la durabilité du système de la chaîne d'approvisionnement ?</i></p> <p>La mise en œuvre et le suivi du plan d'amélioration de la GEV, du plan de maintenance et de réhabilitation, l'achat des équipements pré qualifiés, l'acquisition des stabilisateurs, des enregistreurs continus de température, des indicateurs de gel et des pièces de rechange permettront d'améliorer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Il faut noter que les 43 agents qui ont été formés en maintenance des équipements en 2015 seront mis à profit lors des installations des équipements et bénéficieront de la formation par le fabricant de même que les utilisateurs de ces équipements.</p> <p>Le renforcement du personnel qualifié dans les formations sanitaires par le concours de recrutement organisé en 2016 par le Ministère de la santé et de la Protection sociale permettrait d'améliorer l'utilisation des équipements et la maintenance. Ceci pourra aussi garantir la durabilité de la chaîne d'approvisionnement</p>
<p>Plan d'entretien (et source de financement) et mise hors service de l'équipement</p> <p>2 pages</p>	<p><i>19. Comment le pays s'assurera-t-il que certains aspects de l'entretien de la chaîne du froid seront garantis (par ex. l'entretien préventif et correctif, le suivi de la fonctionnalité, les techniciens, le financement de l'entretien, etc.) ?</i></p> <p>a) <i>À quelle fréquence le pays s'engage à effectuer l'entretien préventif et correctif (avec le soutien des partenaires) ?</i></p> <p>b) <i>Quel soutien technique est-il prévu pour l'entretien ?</i></p>

Commented [kones2]: En plus les résultats de l'inventaire montrent le nbre de points USP par district ainsi que la taille moyenne des USP (cohorte naissances par USP). Ces données devraient être mise en perspective pour afin de donner une pertinence des choix dans l'extension des services et l'équipement.

³Ces plans peuvent être présentés sous forme de revue de bureau ou de modèles complexes de la distribution et du système de chaîne d'approvisionnement du pays permettant d'identifier les façons d'accroître l'efficacité de la chaîne afin de livrer des vaccins puissants.

⁴ NOTE : les activités élaborées pour optimiser la structure des systèmes de distribution de la chaîne d'approvisionnement NE SONT pas financées par le soutien de la plateforme.

La mise en œuvre du plan de maintenance des équipements de la chaîne du froid figure parmi les activités prioritaires du Plan d'amélioration de la GEV et du PPAc 2016-2020. Le plan de maintenance est articulé autour des stratégies suivantes :

Maintenance Préventive : Elle sera assurée à un premier niveau par les utilisateurs à une fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle. La formation des utilisateurs est actuellement en cours et sera complétée lors de l'installation par le fournisseur ou son représentant sur les types/modèles retenus. Un deuxième niveau de maintenance préventive sera assurée par les techniciens chaîne du froid régionaux et districts. En 2015, 02 techniciens de maintenance (1 du niveau central et 1 du niveau régional) ont été formés sur la chaîne du froid solaire à Ouidah.

Maintenance des chambres froides centrales : Elle est assurée par une société privée spécialisée de façon hebdomadaire pour la maintenance préventive et ponctuelle pour la maintenance curative sous la supervision du ministère de la santé.

Maintenance corrective : elle est contractualisée avec des sociétés privées locales au niveau régional et district de façon ponctuelle en cas de panne. Ces sociétés ont été associées à la formation en maintenance organisée par le ministère de la santé en 2015.

Renforcement des capacités du personnel à la maintenance des matériels de froid et de transport et à tous les niveaux du système de santé : 43 agents de santé et les techniciens de maintenance du secteur privé ont été en 2015.

Développement des outils de gestion pour le suivi de l'inventaire et la maintenance de matériels ; Des procédures opératoires normalisées (PON) seront développées pour orienter les utilisateurs sur les opérations de maintenance préventive à effectuer.

Un appui technique international et national seront nécessaires pour la mise en œuvre et l'évaluation du plan d'amélioration de la GEV, des plans de maintenances et de réhabilitation.

20. Comment le pays surveillera-t-il l'exécution de l'entretien préventif et correctif ?

a) *Quelle(s) source(s) de financement sera/seront utilisée(s) pour l'entretien ? Dans quelle mesure sont-elles garanties ?*

La surveillance de l'entretien préventif se fera à travers les missions de supervision et de monitoring. Des cahiers de maintenance seront mis en place pour le suivi.

Le financement pour la mise en œuvre du froid du plan de maintenance sera assuré par le ministère avec l'appui de ses partenaires. Chaque région et district disposent d'une ligne budgétaire prenant en compte l'entretien des équipements de la chaîne du froid, les moyens de transport, etc....

Le pays a opté pour le choix des équipements solaires sans batterie pour réduire les coûts excessifs dus à la maintenance des équipements, faire face aux pénuries de pièces de rechange et ensuite à l'insuffisance de financement. Ceci pourra faire économiser les formations sanitaires qui vont bénéficier de ces équipements.

21. Comment le pays se débarrassera-t-il des équipements obsolètes et irrépares remplacés par les équipements de la plateforme d'optimisation de l'ECF ?

Pour éviter la pollution de l'environnement, les équipements obsolètes et irrépares seront regroupés au niveau des dépôts régionaux en vue d'un recyclage et vente aux enchères dans le cadre d'une réforme des anciens équipements.

22. Comment le pays facilitera-t-il le rôle du fabricant ou du représentant lors de l'achat, la distribution et l'installation de l'équipement ?

La création d'une Commission Logistique est envisagée. Des contacts sont en cours pour sa mise en place. Cette Commission sera composée des techniciens du ministère de la santé et des principaux partenaires du PEV (UNICEF, OMS, BM, USAID, etc...). Elle assurera le rôle de coordination dans la mise en œuvre du projet

Commented [kones3]: Le pays pourrait explorer l'utilisation des économies attendues par le remplacement des équipements aux coûts récurrents actuels par des équipements plus économiques (SDD notamment)!

Autres informations sur la mise en œuvre

1 page

sous la responsabilité du CCIA. Un plan détaillé d'approvisionnement des équipements sera élaboré et examiné de façon trimestrielle par la commission. Le Togo a toujours acquis ses équipements à travers l'UNICEF. Ce système sera maintenu afin de bénéficier d'une part d'un meilleur coût d'achat et d'autre part des facilités douanières. La commission logistique appuiera la Division de l'immunisation dans le suivi des commandes, la réception et la supervision de l'installation des équipements sur le terrain.

Chaque partenaire aura un rôle à jouer:

Le Ministère de la sante à travers la Commission Logistique assurera la coordination et la supervision des activités en collaboration avec les 2 techniciens du ministère formés en chaîne du froid solaire;

L'UNICEF :dans le cadre de la Coopération bilatérale, l'UNICEF assurera la commande, la facilitation du transport, le dédouanement et l'entreposage au niveau central avant leur transfert dans les lieux d'affectation. Il assurera également le processus de négociation et de contractualisation avec le fabricant et apportera son appui technique pour le suivi et la coordination des activités ;

L'OMS : apportera un appui technique en matière de conseil, suivi et coordination des activités. Elle assurera également avec les autres partenaires la supervision des activités sur le terrain ;

Le FABRIQUANT :sera responsable de la distribution, l'installation des équipements et la formation des utilisateurs et des techniciens de maintenance

23. D'où provient l'investissement conjoint ? L'investissement conjoint du pays est-il garanti ?

La contrepartie du gouvernement est de 20% soit \$US 807,356des coûts d'achat. Ils seront mobilisés par le pays à travers les fonds Gavi RSS.

24. Le pays a-t-il obtenu l'exemption du tarif douanier pour l'ECF ? Si oui, veuillez joindre la preuve justificative.

L'achat des équipements se fera à travers l'UNICEF. Tous les équipements seront exempts de droits de douane car l'UNICEF est un organisme des Nations Unies et a signé une coopération bilatérale avec le gouvernement du Togo.

4.2 Phase de soutien initial

Ce soutien initial vise à répondre aux besoins en ECF urgents pendant les 2 premières années.

Veuillez indiquer sur trois pages maximum :

- **2 à 4 besoins en ECF urgents et prioritaires** identifiés dans le plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, et dans le plan de sélection et de déploiement stratégique de l'équipement (voir l'Annexe 3des Instructions de demande),
- **Description** des activités prévues et en cours relatives aux autres « fondamentaux » de la chaîne d'approvisionnement

4.2.1 Besoins en ECF urgents et prioritaires

i	Les budgets n'incluent pas les coûts opérationnels (les coûts opérationnels seront financés par le ministère de la Santé ou d'autres partenaires)
Besoin ECF prioritaire (URGENT) n°1 (Informations requises)	<p>1. Le besoin</p> <p><i>Veuillez inclure : type d'activité (par ex. remplacement d'ECF obsolète, ajout d'ECF aux établissements non équipés etc.) ; site (établissement) ECF spécifique ; type d'équipement requis; quantité des appareils.</i></p> <p>La dotation des 131 formations sanitaires en réfrigérateurs, le</p>

	<p>remplacement des réfrigérateurs ne répondant aux normes et en panne, l'acquisition des enregistreurs continus de température et les régulateurs constituent les besoins prioritaires N°1 de la soumission. Il s'agira de l'acquisition de 644 réfrigérateurs solaires SDD, 67 Kits de pièces de rechange, 730 enregistreurs continus de température pour les réfrigérateurs (Fridge-Tag) et 57 régulateurs de tension en 2017.</p> <p>2. Justification <i>Veillez inclure : raisons du besoin urgent (par ex. zone de couverture ECF et/ou immunisation faible (Penta3), obstacles à la parité, population mobile, etc.) ; couverture actuelle ECF et immunisation (Penta3) dans la zone de la population.</i></p> <p>Le pays compte 683 formations sanitaires offrent les services de vaccination sur toute l'étendue du territoire togolais. 131 formations sanitaires ne disposant pas de réfrigérateur pour la conservation des vaccins. Ils s'approvisionnent au niveau des formations sanitaires les plus proches pour la vaccination en stratégie en fixe et en avancée.</p> <p>3. Résultat attendu <i>Veillez inclure : augmentation attendue de l'ECF et de la couverture de l'immunisation (Penta3) ; progrès anticipé contre l'inégalité reconnue (décrire, conformément au cadre de performance du pays)</i></p> <p>Sur le plan national, les couvertures vaccinales administratives enregistrées en 2015 sont de 88% en Penta3 et 85% en VAR. Neuf sur les 40 districts du pays ont enregistré une couverture vaccinale inférieure à 80% en Penta 3 et 7 districts pour le VAR. L'augmentation de la couverture sanitaire en équipements chaîne du froid pourrait permettre au pays d'améliorer ces couvertures. En 2016, le Togo envisage une étude sur l'équité en matière de vaccination pour orienter ses interventions en vue d'améliorer l'accès des services de vaccination à tous les enfants togolais sans discrimination de sexe, d'ethnie, de zone d'habitation et de source de revenu.</p>
Total budget ECF :	<i>Le budget total comprend la part de Gavi ainsi que la part d'investissement conjoint du pays : \$3 514 660</i>
<i>Besoin ECF prioritaire (URGENT) n° 2 :</i>	<p>Le besoin ; la justification ; le résultat attendu <i>(Voir les notes ci-dessus sur le besoin prioritaire n° 1)</i></p> <p>L'inventaire a montré une insuffisance de capacité de stockage aux niveaux région et district entraînant des ruptures récurrentes en vaccins. Il a également montré que 31 équipements répondant à la norme PQS ont plus de 10 ans.</p> <p>Le renforcement de la capacité de stockage aux niveaux région et districts pourraient améliorer la disponibilité des vaccins à tous les niveaux. Le remplacement et la dotation de 87 équipements pourra permettre d'améliorer la qualité de conservation des vaccins à tous les niveaux.</p> <p>Il s'agira d'acquérir 82 réfrigérateurs solaires SDD et 05 congélateurs électriques, 9 kits de pièces de rechange et 5 régulateurs de tensions.</p>
Total budget ECF :	\$522,119
<i>Besoin ECF prioritaire (URGENT) n° 3 :</i>	<p>Le besoin ; la justification ; le résultat attendu <i>(Voir les notes ci-dessus sur le besoin prioritaire n° 1)</i></p>

Total budget ECF :	\$ (XX)	
Besoin ECF prioritaire (URGENT) n° 4:	Le besoin ; la justification ; le résultat attendu (Voir les notes ci-dessus sur le besoin prioritaire n° 1)	
Total budget ECF :	\$ (XX)	
TOTAL GÉNÉRAL BUDGET ECF : « soutien initial » (années 1 et 2)	\$4 036779	<i>comprend la part de Gavi et la part d'investissement conjoint</i>

4.2.2 Activités en cours ou prévues relatives aux autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement pendant la phase de soutien initial

Dans cette section, des liens doivent être établis entre la demande de soutien relative à la plateforme d'optimisation de l'ECF, les investissements existants de Gavi (en particulier par le biais du soutien au renforcement du système de santé) et le soutien à la chaîne d'approvisionnement par d'autres partenaires.

Décrire les actions en cours ou prévues relatives aux autres « fondamentaux » de la chaîne d'approvisionnement (voir la section 3 des instructions de la demande) pendant la phase de soutien initial, y compris les sources de financement. Les réponses dans cette section doivent être liées au plan d'amélioration GEV.

Gestionnaires de chaîne d'approvisionnement

Décrire toutes les actions en cours ou prévues en vue d'améliorer la disponibilité et la performance des gestionnaires de chaîne d'approvisionnement, leurs sources de financement et le soutien partenaire.

Activités	Sources de financement
Former les agents du dépôt central en santé et sécurité au travail.	RSS
Institutionnaliser la commission nationale Logistique au niveau du ministère	RSS
Former les membres de la commission nationale logistique	RSS
Former agents de douane et transitaires sur les procédures de stockage des vaccins	RSS
Renforcer les capacités des gestionnaires du niveau central, régional et district et formation sanitaire en Gestion Efficace des Vaccins	RSS

Commented [kones4]: Il faudrait insérer une activité pour la création/renforcement d'une Commission Nationale Logistique.

Données nécessaires à la gestion de la chaîne d'approvisionnement

Décrire toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion de la chaîne d'approvisionnement, leurs sources de financement et le soutien partenaire. Veuillez notamment préciser comment les améliorations de la fonctionnalité des systèmes de gestion de logistique accroîtront la visibilité des informations actualisées et exactes concernant le stock de vaccins à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.

Activités	Sources de financement
Réviser les supports de gestion des données en prenant en compte les nouveaux vaccins.	RSS
Mettre en place des outils permettant d'actualiser les données des inventaires des équipements de chaîne du froid, de la logistique roulante et bâtiments	

Structuration optimisée et efficace du système d'approvisionnement

Décrire toutes les activités en cours ou prévues relatives à l'optimisation du système d'approvisionnement, leurs sources de financement et soutien partenaire.

Une étude est diligentée par la Centrale d'Achat de Médicaments générique (CAMEG) pour une amélioration des systèmes d'approvisionnement des produits de santé au Togo. Ce qui pourrait éviter des redondances dans le système d'approvisionnement surtout lors des approvisionnements des régions en vaccins et consommables. La commission nationale de la logistique se chargera de la mise en œuvre des recommandations issue de cette étude.

Processus d'amélioration continue

Décrire toutes les activités en cours ou prévues relatives aux processus d'amélioration continue, leurs sources de financement et soutien partenaire.

Activités	Sources de financement
Conduire des supervisions formatives périodiques et monitoring à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement	RSS
Suivi/Evaluation de la mise en œuvre du plan d'amélioration de la GEV	RSS
Renforcer les compétences des gestionnaire/logisticien en DVD MT et SMT	RSS

Commented [kones5]: Les activités de formations sur DVDMT et SMT devraient être listées dans la rubrique développement des capacités. Ici, les activités sur la gestion des données devraient porter sur la structuration, l'organisation et l'amélioration des outils de gestion des données. Cela pourrait inclure, l'amélioration à tous les niveaux de l'infrastructure/équipement, les procédures d'analyse, etc.

4.3 Examen de la mise en œuvre des activités pendant le soutien initial

Le soutien dispensé pendant la troisième année et les années suivantes dépendra des comptes rendus sur les activités menées au cours de la phase de soutien initial ainsi que de leurs résultats.

4.4 Phase de soutien accru

La seconde phase de soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF aura lieu à partir de la troisième année et au-delà.

Veillez fournir au maximum 3 pages exposant :

- **2 à 4 besoins en ECF urgents SUPPLÉMENTAIRES** identifiés dans le plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, et dans le plan de sélection et de déploiement stratégique de l'équipement (voir l'annexe 3 des Instructions de demande),
- **Description** des activités prévues relatives aux autres « fondamentaux » de la chaîne d'approvisionnement.

4.4.1 Besoins en ECF prioritaires SUPPLÉMENTAIRES

i Les budgets n'incluent pas les coûts opérationnels (les coûts opérationnels seront financés par le ministère de la Santé ou d'autres partenaires)	
Besoin ECF prioritaire (SUPPLÉMENTAIRE) n° 1 : (Informations requises)	<p>1. Le besoin Veuillez inclure : type d'activité (par ex. remplacement d'ECF obsolète, ajout d'ECF aux établissements non équipés etc.) ; site (établissement) ECF spécifique ; type d'équipement requis ; quantité des appareils.</p> <p>1511 enregistreurs continus de température seront acquis dans la période de 2019-2021.</p> <p>2. Justification Veuillez inclure : raisons du besoin urgent supplémentaire (par ex. zone de couverture ECF et/ou immunisation faible (Penta3), obstacles à la parité, population mobile, etc.); couverture actuelle ECF et immunisation (Penta3) dans la zone de la population.</p> <p>Des enregistreurs continus de température ont été acquis dans le pays depuis 2014. Ce premier lot est actuellement en voie d'expiration. Le Togo envisage le remplacement de ce matériel en tenant compte de leur durée de vie. Aussi, 1511 enregistreurs continus de température seront acquis dans la période de 2019-2021.</p> <p>3. Résultat attendu Veuillez inclure : augmentation attendue de l'ECF et de la couverture de l'immunisation (Penta3) ; progrès anticipé contre l'inégalité reconnue (décrire, conformément au cadre de performance du pays)</p> <p>Améliorer le système de monitoring de la température, la qualité des vaccins et minimiser les pertes et contribuer à l'augmentation de la couverture vaccinale.</p>
Total Budget⁵ ECF	<i>Le budget total comprend la part de Gavi ainsi que la part d'investissement conjoint du pays : \$ 75,550</i>
Besoin ECF prioritaire (SUPPLÉMENTAIRE) n° 2:	Le besoin ; la justification ; le résultat attendu <i>(Voir les notes ci-dessus sur le besoin prioritaire n° 1)</i>
Total CCE Budget :	\$ (XX)
Besoin ECF prioritaire (SUPPLÉMENTAIRE) n° 3:	Le besoin ; la justification ; le résultat attendu <i>(Voir les notes ci-dessus sur le besoin prioritaire n° 1)</i>
Total CCE Budget :	\$ (XX)
Besoin ECF prioritaire (SUPPLÉMENTAIRE) n° 4:	Le besoin ; la justification ; le résultat attendu <i>(Voir les notes ci-dessus sur le besoin prioritaire n° 1)</i>
Total Budget ECF :	\$ (XX)
GRAND TOTAL BUDGET ECF : « soutien accru » (années 3, 4, 5)	\$ (XX) <i>comprend la part de Gavi et la part d'investissement conjoint</i>

⁵Le budget ne comprend pas les coûts opérationnels qui seront financés par le ministère de la Santé et autres partenaires

4.4.2 Activités prévues relatives aux autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement pendant la phase de soutien accru

Dans cette section, des liens doivent être établis entre la demande de soutien relative à la plateforme d'optimisation de l'ECF, les investissements existants de Gavi (en particulier par le biais du soutien au renforcement du système de santé) et le soutien à la chaîne d'approvisionnement par d'autres partenaires.

Décrire les actions prévues relatives aux autres « fondamentaux » de la chaîne d'approvisionnement (voir la section 3 des instructions de la demande) pendant la phase de soutien accru, y compris les sources de financement. Les réponses dans cette section doivent être liées au plan d'amélioration GEV.

Gestionnaires de chaîne d'approvisionnement

Décrire toutes les actions prévues en vue d'améliorer la disponibilité et la performance des gestionnaires de chaîne d'approvisionnement, leurs sources de financement et le soutien partenaire.

Données nécessaires à la gestion de la chaîne d'approvisionnement

Décrire toutes les actions prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire. Veuillez notamment préciser comment les améliorations de la fonctionnalité des systèmes de gestion de logistique accroîtront la visibilité des informations actualisées et exactes concernant le stock de vaccins à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.

Activités	Sources de financement
Editer et diffuser les registres de gestion des vaccins, solvants et consommables, les fiches de T°, carnet de bord, fiche technique véhicule et supports de suivi de l'adéquation de l'approvisionnement des formations sanitaires en intrants en vue de compléter les besoins	Activité ne nécessite pas de financement

Structuration optimisée et efficace du système de distribution

Décrire toutes les activités prévues relatives à l'optimisation du système de distribution, leurs sources de financement et soutien partenaire.

Activités	Sources de financement
Conduire des supervisions formatives périodiques à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement	RSS
Partager mensuellement l'analyse des données logistiques avec toutes les parties prenantes (OMS, UNICEF, Gavi)	Activité ne nécessite pas de financement

Processus d'amélioration continue

Décrire toutes les activités prévues relatives aux processus d'amélioration continue, leurs sources de financement et soutien partenaire.

5. MODÈLE DE BUDGÉTISATION

Cette section indique le nombre d'appareils demandés et le budget correspondant. Le CEI estimera un montant d'investissement maximal (et le nombre indicatif d'appareils) correspondant à la demande de soutien pour sa recommandation d'approbation et la décision ultérieure de Gavi.

Cependant, le nombre d'appareils, en consultation avec le Secrétariat et les partenaires nationaux, peut être modifié lors de l'établissement du plan opérationnel détaillé après la proposition à la plateforme et le soutien peut varier dans les limites du montant maximal accordé.

Les budgets doivent être effectués dans le Modèle de budgétisation intégré ; veuillez-vous reporter aux [Instructions de demande, au guide technique de la plateforme d'optimisation de l'ECF de Gavi, aux prix planifiés de l'ECF et à l'outil d'analyse TCO.](#)

i Informations importantes : sélection du formulaire de budgétisation	
➤ Les pays peuvent remplir <u>l'un des deux</u> Modèle de budgétisation de la plateforme d'optimisation de l'ECF :	
<ul style="list-style-type: none">○ le Modèle de budgétisation numéro 01, ou○ le Modèle de budgétisation numéro 02	
Modèle de budgétisation de la plateforme d'optimisation de l'ECF01 (fortement recommandé)	
<p>À remplir par les pays ayant choisi des appareils de catégorie générique qui répondent au mieux à leurs besoins en ECF (par ex. « ILR 90L » c'est-à-dire sans précision de modèle ni de marque)</p> <p>Les fourchettes des prix de planification sont fournies dans ce modèle.</p>	 Modèle de budgétisation 01.xlsx
Modèle de budgétisation de la plateforme d'optimisation de l'ECF02	
<p>À remplir par les pays ayant choisi des appareils précis qui répondent au mieux à leurs besoins en ECF (modèle ou marque spécifique)</p> <p>Les pays établiront leur budget à l'aide des prix PQS indicatifs et des estimations des ensembles de services correspondants (selon que l'équipement est sur ou hors réseau et en fonction des coûts estimés de l'ensemble de services).</p> <p>Les fourchettes des prix de prébudget sont fournies dans ce modèle.</p>	 Modèle de budgétisation 02.xlsx

6. CADRE DE PERFORMANCE

Les pays doivent inclure certains indicateurs de la plateforme d'optimisation de l'ECF dans le **Cadre de performance** pour le soutien au RSS de Gavi actuel et/ou proposé, après approbation de la proposition à la plateforme.

Selon leur contexte particulier, les pays doivent choisir les sources de données les mieux adaptées au compte rendu sur la réalisation du programme et le progrès par rapport aux objectifs établis. Ceci devrait être abordé avec les partenaires (qui peuvent fournir une assistance technique) et le Secrétariat de Gavi.

Les mises à jour des comptes rendus programmatiques et l'actualisation des indicateurs et objectifs feront partie du cadre de performance de Gavi et du processus d'évaluation conjointe annuelle. Il est attendu que les pays définissent les indicateurs intelligents pertinents à surveiller et à la lumière desquels ils rédigeront leurs rapports pour démontrer les résultats ou impacts intermédiaires.

Sources de données

Les sources de données suivantes sont des exemples de sources que les pays peuvent choisir d'utiliser lors de l'établissement des indicateurs du cadre de performance et des objectifs :

- DHIS2
- DVDMT
- HMIS
- Formulaire commun OMS/UNICEF de compte rendu
- Évaluations des établissements de santé bénéficiant d'une chaîne du froid
- Livres d'inventaire de vaccins
- Outils de compte rendu des pertes
- Inventaires de l'équipement de la chaîne du froid
- Évaluations sur site du fonctionnement de l'équipement
- Surveillance systématique avec dispositifs de contrôle de température en continu

Exigences en termes de suivi d'indicateurs et de compte rendu

Au minimum, les pays doivent réaliser le suivi et établir les rapports sur :

- **3 indicateurs OBLIGATOIRES de résultat intermédiaire ; et**
- **1 à 3 indicateur(s) SUPPLÉMENTAIRES de résultat intermédiaire**

Indicateurs OBLIGATOIRES des résultats intermédiaires (doivent comprendre la valeur de référence, la source des données, les objectifs et la fréquence des rapports):

Le pays s'engage à revoir son cadre de performance avec les indicateurs obligatoires suivants ainsi que les indicateurs intermédiaires sélectionnés par le pays.

1. Nombre d'établissements équipés qui remplacent (le cas échéant) l'ECF avec des ILR, SDD ou dispositifs passifs à long terme, de quelque modèle que ce soit, admissibles à la plateforme, quelle que soit la source de financement ;
2. Nombre d'établissements auparavant sans équipement et maintenant dotés d'ECF admissible à la plateforme (c-à-d. ILR, SDD ou dispositifs passifs à long terme) ; et
3. Indicateur précisément défini proposé par le pays pour refléter l'entretien adéquat de l'équipement ; par exemple le pourcentage d'établissements équipés d'une chaîne⁶ du froid en état de marche, tel que démontré par le contrôle à distance de la température.

⁶**Définition de l'indicateur** : % d'ECF en fonctionnement = (# d'appareils ECF en fonctionnement) / (nombre total d'appareils ECF désignés pour utilisation). Les appareils ECF considérés pour cet indicateur comprennent tous les réfrigérateurs, les dispositifs de stockage passifs fixes, les chambres froides et les congélateurs désignés pour les séries de vaccins. Le numérateur et le dénominateur doivent être recueillis depuis la même zone géographique/période et ne doivent pas inclure les équipements hors service. La fonctionnalité de l'ECF est définie au sens large pour signifier que l'appareil est utilisable à un moment donné dans le temps pour le stockage des vaccins.

Indicateur(s) SUPPLÉMENTAIRE(S) des résultats intermédiaires : *les pays doivent suggérer 1 à 3 indicateurs de résultats intermédiaires pour surveiller la mise en état, l'expansion, la maintenance et/ou les autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement (doivent comprendre la valeur de référence, la source des données, les objectifs et la fréquence des rapports) :*

Exemples d'indicateurs supplémentaires de résultats intermédiaires :

1. l'état de fonctionnement de l'équipement de la chaîne du froid : proportion d'ECF fonctionnel et proportion de districts disposant d'au moins 90 % d'équipement fonctionnel ;
2. Nombre de gestionnaires de santé formés et envoyés pour surveiller la chaîne d'approvisionnement et le taux d'activités de suivi signalées.